

La définition de l'impôt.

Le mot impôt = imposer traduit aussi le poids de la contrainte qui s'abat sur le redevable, sur le contribuable. Cette contrainte n'est pas considérée en droit comme une décision négative, défavorable, en effet l'impôt n'est que la contribution du citoyen à la dépense publique. On retrouve cette idée dans la DDHC article 13 « **pour l'entretien de la force public et pour les dépenses administration une contribution commune est indispensable** ». Cette contribution est décidé par le parlement « le peuple souverain », une fois voté la loi fiscale chaque contribuable doit s'y soumettre.

Dans la notion d'impôt: l'impôt est un **prélèvement pécuniaire** « en argent », dans les tps ancien il n'y avait pas de numéraire. Dès que les sociétés ont été constituées il y avait des impôts. Il est resté des possibilités de payer en nature en France métropolitaine « succession, impôt sur la fortune » « ex : pour les œuvres d'art, par exemple, un peintre qui s'appelle Picasso, il nous laisse un patrimoine énorme ». Les terrains qui sont situés sur le littoral, en France il y a une institution « conservatoire du littoral » il achète des terrains pour éviter qu'il soit bétonné, ils vont les laisser à l'état de nature.

C'est un **prélèvement obligatoire**, l'impôt est valable s'il est librement consenti par le peuple, le consentement à l'impôt « l'obligation du gvt d'obtenir le feu vert du parlement pour voter l'impôt ».

La grande charte Magna Carta 1215 « **pas d'impôt sans notre consentement, ce sont les membres du conseil des communes qui décident de l'impôt** » entre 13^{ème} et 17^{ème} il y a une lutte entre le roi et ses seigneurs.

Le peuple a consenti à l'impôt. Dans le statut de 2004 concernant le statut de la Pf, les impôts font l'objet d'une loi du pays. En France, c'est dans la loi de finance que l'on trouve la liste des impôts. En PF on vote le budget par une simple délibération, et les textes fiscaux ne font pas partie de cette délibération mais dans la loi du pays. Le caractère de l'impôt, l'administration va mettre en place le système de déclaration pour que les contribuables n'échappent pas au paiement de ces impôts.

Conseil constitutionnel 29 déc. 1989: à propos d'un prélèvement qui était opéré sur les dépôts sur les caisses de l'état, le Conseil constitutionnel dit que ce n'est pas un impôt car il est subordonné à l'accord d'une commission de surveillance. Lorsqu'il s'agit d'un impôt le contribuable n'a rien à dire, il n'est pas consulté préalablement.

3^{ème} élément l'impôt c'est aussi un prélèvement effectué en vertu des prérogatives puissance publique.
« **L'administration décide unilatéralement de constituer les contribuables en débiteur, c.-à-d. c'est l'administration qui décide que tel contribuable lui doit tant** »

ATD : avis à tiers détenteur.

L'impôt, il s'agit d'un prélèvement effectif à titre définitif. Il s'est produit jusqu'en 1983 que les pouvoirs publics ont imposé à certains citoyens des emprunts forcés. Il y a une exception « **système d'avoir fiscal mis en 2004 pour éviter la double imposition** ». CJCE sur la loi fiscale : contraire au principe d'égalité entre les différents opérateurs.

4^{ème} élément : c'est l'impôt sans contrepartie déterminée, « pas la contrepartie de celui qui le paie d'une prestation ».

Un élément essentiel, l'impôt n'a pas de contrepartie déterminée, cela signifie n'est pas prés affecté a une dépense préétablit au nom d'un principe d'unité budgétaire. Le parlement est compétent pour cette contrepartie, **CE 18 juin 1980 d'un contribuable qui refusait de payer son impôt en invoquant un moyen qui était, il ne supportait pas que son impôt soit verser pour l'IVG. Le CE a rejeté cette requête en lui disant que ce n'était pas lui qui était habilité à déterminer les dépenses, article 34 de la Constitution, c'est le parlement.**

Un impôt qui doit servir au financement des personnes morales de droit public « état, CT, EPUA ». L'impôt est devenu nécessaire pour refluer les caisses de la sécurité sociale.